



**Arrêté préfectoral du 26 août 2021
portant décision d'examen au cas par cas n° 2021-11400 en application
de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-11400 relative au projet de lotissement *Les Tournesols 2* sur la commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux (86) reçue le 21/07/2021 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet qui consiste en l'extension d'un lotissement existant sur un terrain d'assiette d'environ 5 ha, étant noté que le projet prévoit 59 lots et 3 îlots au lieu-dit « Mamot », et comprend des travaux de terrassement en déblais/remblais, la création de voiries avec réseaux enterrés (eaux usées, eau potable, électricité, internet et téléphonie, eaux pluviales...) et la réalisation de finitions avec revêtements et travaux d'aménagement paysagers, la pose d'un éclairage public, des trames viaires et des zones de stationnement ;

Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Considérant que ce projet relève du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet, dans le prolongement de l'urbanisation existante, sur un secteur ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière faisant l'objet d'un référencement (site Natura 2000, ZNIEFF, site classé...), ;

Considérant que le projet prévoit la plantation d'essences locales afin, selon le dossier, de préserver le caractère naturel du site, étant rappelé que les essences non allergènes et non invasives seront à privilégier ;

Considérant que les travaux sont susceptibles d'engendrer des nuisances telles que bruits, poussières, pollutions accidentelles et obstacles aux circulations et que le maître d'ouvrage devra respecter la réglementation en vigueur visant à préserver la qualité du cadre de vie et la sécurité des riverains en limitant les impacts de ces travaux sur l'environnement ; étant précisé que le maître d'ouvrage pourra utilement se référer au guide « Bruit des chantiers » du conseil national du bruit (juin 2013 – <http://www.bruit.fr>) ;

Considérant que selon le dossier présenté, les eaux usées supplémentaires seront traitées par la station d'épuration de Dissay disposant des capacités suffisantes ;

Considérant que les incidences du projet sur l'eau et les milieux aquatiques seront spécifiquement étudiées et instruites dans le cadre de la procédure relative aux installations, ouvrages, travaux et activités en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, étant précisé que le dossier correspondant comportera une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 et que le dossier devra en particulier démontrer la compatibilité du projet avec les enjeux relatifs aux milieux naturels ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement le projet de lotissement *Les Tournesols 2* sur la commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux (86) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 26 août 2021

Pour la Préfète et par délégation,
Pour la Directrice et par délégation,
La Cheffe du Pôle Projets
de la Mission Évaluation Environnementale,



Jamila Tkoub

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :
Madame la ministre de la Transition Écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux-Cedex